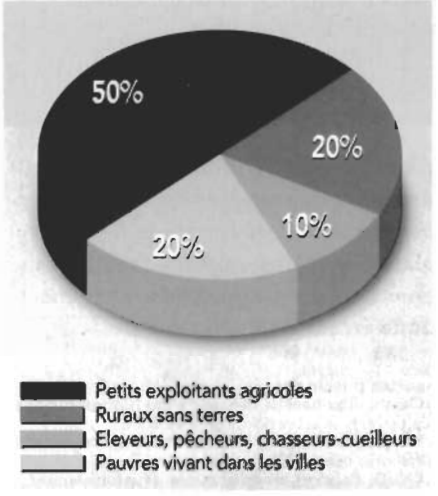
Les paysans en première ligne

GROUPES SOUFFRANT DE LA FAIM



Source: FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*, p. 25.

La FAO estime à 852 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde (période 2000-2002). Et 95% d'entre elles vivent dans les pays en développement. **C'est à peine 9 millions de moins que dix ans auparavant (1990-1992). L'objectif du Millénaire de réduire le nombre de sous-alimentés dans le monde à 400 millions d'ici à 2015 ne sera manifestement pas atteint. Les effets de la sous-alimentation sont terribles: décès, séquelles physiques et mentales, vulnérabilité accrue aux maladies.**

Pourtant, la planète peut aujourd'hui nourrir tous ses habitants. Les causes du problème sont avant tout économiques et politiques. A côté des conflits et de la dégradation de l'environnement, la pauvreté joue un rôle capital: la plupart des personnes sous-alimentées ne gagnent pas assez d'argent pour se nourrir. Or, les paysannes et les paysans sont les premiers concernés. Le constat est terrible. L'agriculture ne parvient pas à assurer les moyens de subsistance de ceux qui y travaillent. Ceux-là même qui produisent les denrées alimentaires ne peuvent pas se nourrir correctement.

Aujourd'hui, le mot d'ordre est à la libéralisation des échanges agricoles. D'une façon particulièrement hypocrite, les Etats-Unis et l'Union européenne parviennent à retarder le démantèlement de leurs diverses subventions à **l'exportation dans les négociations à l'OMC. Leurs surplus agricoles sont toujours exportés à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur leurs marchés intérieurs (dumping). En revanche, les pays en développement sont sous pression pour ouvrir leurs marchés agricoles. L'effet est dévastateur pour les paysans pauvres. Les importations à très bas prix supplantent la production locale, y compris quand elles viennent d'autres pays du Sud parvenant à produire à moindre coût.**

Résultat: les petits paysans locaux voient leurs moyens d'existence anéantis, entraînant dans la pauvreté des pans entiers de la population *(lire encadré)*. De son côté, la spécialisation dans les cultures d'exportation (café, coton, etc.) censée favoriser le développement n'a pas tenu ses promesses *(lire page 30)*.

Sortant de la priorité donnée actuellement au commerce international, les mouvements paysans de Via Campesina revendiquent la souveraineté alimentaire: il s'agit du droit des populations et de leurs pays de définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping face à des tiers. Priorité est donnée à la production vivrière locale. La réhabilitation de la paysannerie est fondamentale non seulement pour lutter contre la faim et la pauvreté, mais aussi pour faire de l'agriculture un authentique vecteur de développement.

POUR EN SAVOIR PLUS:

- FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, Rome 2004.
- Oxfam, *Enfoncer la porte. En quoi les prochaines négociations de l'OMC menacent les agriculteurs des pays pauvres*, Oxfam international 2005.
- Bastienne Joerchel, *L'agriculture a le droit d'être protégée*, Communauté de travail des œuvres d'entraide, Lausanne 2003.

Sources principales:
- Le site de la FAO: *www.fao.org*
- Plusieurs ONG: *www.oxfam.org, www.iatp.org, www.viacampesina.org*

LA DISPARITION DU RIZ HAÏTIEN

«En 1995, le FMI persuada Haïti de réduire ses taxes à l'importation sur le riz de 35 à 3%. Les importations augmentèrent de plus de 150% entre 1992 et 2003, dont 95% provenaient des Etats-Unis. En termes réels, les prix du riz brut en Haïti chutèrent de 25% durant la seconde moitié des années 1990, ce qui s'est traduit par des prix plus bas et plus stables pour les consommateurs urbains de l'île. Mais, incapables de concurrencer ces importations, les 50 000 cultivateurs de riz haïtiens – qui avaient produit 135 000 tonnes de riz en 1986 – produisirent 25% de récoltes en moins en 1998. Aujourd'hui, trois plats de riz sur quatre consommés en Haïti proviennent des Etats- Unis. (...) Les régions rizicoles concentrent aujourd'hui les taux les plus élevés de malnutrition et de pauvreté. (...) Le pays a dangereusement été laissé dépendant des rares devises étrangères disponibles pour se procurer ce qu'il pourrait produire chez lui. La pauvreté rurale s'est rapidement propagée des familles d'agriculteurs directement affectées aux paysans sans terre et aux petites exploitations agricoles.»

Tiré de *Enfoncer la porte...*, Oxfam, *op. cit*, pp. 31-32.